

3.

Burundais, Burundaises,
Chers amis,

Parlons maintenant de l'origine immédiate de cette dernière crise car il importe que la vérité soit connue de tous. Tout a commencé avec la question du désarmement des civils. Il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'un problème complexe et donc difficile par sa dimension sécuritaire, politique et ethnique. Une solution juste et durable du désarmement demande, certes, du temps et des moyens financiers. Mais voilà, le désarmement est devenu le problème à Bujumbura.

Le 23 avril le Président par intérim convoque une réunion élargie au Gouvernement, au Conseil National de Sécurité, aux représentants du peuple, au Maire et chefs de zones, aux responsables des partis politiques, et aux délégués des forces de sécurité. Il est décidé, à la fin de cette réunion, de désarmer la population à travers tout le territoire national, y compris la capitale. Cette décision est prise après plus de douze heures de débats. Le Conseil des Ministres confirme cette décision. Pour entamer le désarmement, une date limite est fixée au dimanche 24 avril 1994. Cependant, et devant les multiples difficultés de sa mise en oeuvre dans un ou deux quartiers de Bujumbura, des discussions sont conduites pour procéder à ce

désarmement avec, comme souci majeur, d'éviter les pertes humaines et matérielles. En conséquence, le Gouvernement, à la demande de délégués de ces quartiers a reporté le délai du dimanche 24 avril au lundi 25, puis au mardi 26, ensuite au mercredi 27, et enfin au jeudi 28. Devant l'impasse et comme il est difficile d'accepter dans une capitale qu'un quartier soit totalement autonome, la décision est alors prise de procéder à un début de désarmement. Certes, il n'est jamais sage ni agréable d'utiliser la force pour arriver à ses fins. Ceci est vrai pour ceux qui refusent les instructions de leurs gouvernements et ceci est également valable pour ceux qui sont tentés par les moyens forts pour appliquer ces instructions.

Aujourd'hui, des innocents sont morts et je vous invite à avoir une pensée pour eux et les leurs. De paisibles citoyens se trouvent dans la gêne et la peine, loin de leurs demeures. Ils sont victimes des extrémismes et de tous ceux qui veulent régler leurs comptes par la violence, ignorant le dialogue et la négociation. Il est urgent que les populations commencent à revenir dès ce soir dans leurs foyers et y retrouvent la paix sans bavures ou règlements de compte. Il n'y a ni victoire ni défaite et aucun ne doit exploiter ces événements à des fins personnelles. Avec le retour de la paix, tout peut être discuté.

5.

Burundaises, Burundais,

Chers amis,

Pour faire face à la crise et arrêter la dérive dangereuse que suit le pays, soyons honnêtes et reconnaissons qu'il est :

- grand temps de parler vrai au peuple et à toutes ses communautés.
- grand temps que chacun, et d'abord les chefs de tous les partis, leurs financiers et supporters, qui sont tous connus, se prononcent clairement pour la paix.
- grand temps de développer un courant national en commençant par relativiser les divisions interethniques et en cessant de jouer avec les institutions et la succession présidentielle en particulier.
- grand temps que ceux qui manipulent les étudiants et autres jeunes, pour des objectifs personnels, les laissent travailler et étudier.
- grand temps de penser burundais et de manière autonome vis-à-vis du Rwanda, de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Zaïre.
- grand temps de laisser l'armée aider au maintien de la paix par des moyens pacifiques et à la protection des institutions et des citoyens de toutes les communautés nationales sans distinction.

Je vous remercie.